

Historique des Aînés Ruraux Sarthois

Préambule

Après dix années d'activités à la CAF de la Sarthe et deux années à l'Association pour la diffusion des Techniques Ménagères à Paris dont la direction m'avait été proposée, j'ai été sollicitée par les Caisses Centrales de MSA, en vue d'y assumer la fonction de Conseillère technique chargée des relations avec les Caisses Départementales ayant des services en Economie Sociale et Familiale, avec organisation de la formation des personnes concernées en vue de leur reconversion. Dix années d'activités très intéressantes, riches de contacts.

Dans ce contexte, M. Daniel CHEVALIER, à l'époque Directeur de la MSA de la Sarthe, m'avait chargée de lui découvrir un ou une responsable pour un poste, à créer, d'encadrement de l'ensemble des services sociaux de la Caisse de la Sarthe.

Recherche entreprise sans résultat... la mobilité des personnes bien engagées dans leurs responsabilités départementales n'étant pas évidente.

Le projet m'apparaissant intéressant : création d'un poste dans le cadre de la Direction d'un nouveau service avec l'entière responsabilité, intérêt de reprendre le travail sur le terrain, qui plus est en Sarthe ... bref, j'ai proposé ma candidature à M. CHEVALIER, un peu surpris de me voir renoncer à ma fonction nationale. Regrets exprimés aussi par les Directeurs des Caisses Départementales concernées... « Qu'allons nous devenir ... Vous ne serez pas remplacée » réalité confirmée.

Evolution de l'activité en Sarthe – à partir de 1972

Prise en charge des retraités agricoles – exploitants et salariés pour la mise en œuvre de la politique récemment arrêtée par le Conseil d'Administration à savoir : favoriser, par tous les moyens, le maintien à domicile des personnes âgées, peu de services dans ce sens existant à l'époque. Quelques clubs créés, certains à l'initiative d'élus, les gardant sous leur « dépendance ».

Organisation de voyages, notamment au Croisic par la MSA, voyages pris en charge et accompagnés par les Assistantes Sociales. Initiative qui convenait aux retraités de l'époque. Beaucoup n'avaient jamais entrepris de voyages, n'avaient jamais vu la mer...

1^{er} objectif : convaincre les retraités qu'ils étaient tout à fait capables de prendre en main l'organisation d'un certain nombre d'activités proposées sur leur secteur, avec l'aide et le soutien de l'équipe des ex-monitrices d'enseignement ménager (8 personnes, chacune couvrant en moyenne 4 cantons) qui m'ont été confiées, suite à la fermeture des centres ménagers. La formation leur a été assurée autant que de besoin.

Techniciennes étant intervenues : Mme MARTINEAU (Bouloire) – Mme BERTHE (Montfort) – Mme LEBERT (Mamers) – Mme GUILPAIN (Parigné l'Evêque) – Mme FRICONNEAU (Sablé) – Mme RANGER (St Calais) – Mme LELJOURS (Loué) – Mme CLEMENT (Le Grand Lucé).

Suite aux départs en retraite ou d'autres engagements (Centres Sociaux) Simone GUILPAIN est restée et est devenue personnel de la Fédération, sans oublier l'intervention très appréciée de Martine CHAMBON et de Francine BOURGEOIS. Martine CHAMBON a été sollicitée,

2

après deux années de secrétariat général auprès de la fédération des Aînés Ruraux, par le Conseil Général de la Sarthe pour prendre la direction du CIDPA (Comité D'Information Départemental des Personnes Agées), du fait de son expérience acquise auprès des Aînés Ruraux, fonction assumée avec combien de compétence. Francine BOURGEOIS a choisi de devenir Assistante Sociale sur le secteur de la Ferté Bernard.

2^{ème} objectif: création d'un club par commune. Importance de la proximité, pour faciliter l'accès du plus grand nombre de personnes. Compte tenu de l'existence de petites communes, donc peu d'adhérents aux clubs, lesquels auraient été incapables d'organiser des activités autres que goûters et jeux de cartes (dont l'intérêt reste réel), perspective de créer des Associations Cantonales, à l'image des sections cantonales des délégués MSA.

Elargissement du Mouvement

Après cette phase purement agricole, prise de conscience de l'admiration des retraités d'autres régimes (commerçants, artisans...) à l'égard de l'organisation proposées aux agriculteurs et le regret de ne pas bénéficier d'un tel avantage de la part de leurs caisses respectives. D'où l'idée et conviction de l'importance de l'ouverture des clubs aux retraités de tous les régimes, pour qu'il n'y ait qu'un club par commune accueillant tous les retraités.

Accord obtenu de M. CHEVALIER, directeur et de M. HULOT, Président de la MSA à l'époque... avec force argumentation, du fait que seule la MSA finançait le personnel.

Création de la Fédération Départementale – 1976

Une telle création ne paraissait pas nécessaire, à l'époque, aux adhérents, considérant que l'organisation en place (MSA) assurait un bon fonctionnement. A mes yeux, elle était indispensable pour ne pas conserver l'étiquette « MSA = agriculteurs » et leur permettre d'acquérir leur autonomie.

L'Assemblée Générale constitutive de la Fédération Départementale s'est déroulée à la salle des fêtes de Rouillon, mise gracieusement à notre disposition par la municipalité, le 9 Juin 1976, avec modification des statuts et adoption de l'appellation « Fédération Sarthoise des Retraités Agricoles et Ruraux ». Avec quelques fédérations existantes (4), notamment Lot et Garonne, « Côtes du Nord » à l'époque, Mayenne... création de la Fédération Nationale et, ensuite, pour favoriser les rencontres de proximité, création des Unions Régionales (création le 29/05/1985 – 1^{er} Président M. GAZIL Jules (44) / 1990-1996 Lucien PINEAU (72)).

Activités mises en œuvre par la Fédération Sarthoise

La volonté de voir les retraités prendre en main l'organisation et la réalisation des activités proposées aux adhérents a mis en évidence la nécessité de formation, assurée par les animatrices MSA, de manière permanente, mais surtout au travers de journées, sur des thèmes précis, animées par des formateurs extérieurs (tel Jean Yves JANVIER de l'UMSAO par exemple). Ont ainsi été traités :

- organisation et accompagnement des séjours-vacances,
- tenue des comptabilités,
- animation des réunions...etc.

et, compte tenu de la nécessité d'adapter l'habitat aux exigences du maintien à domicile,

- réunions d'information assurées par le CDHAR (actuellement Habitat et Développement), le PACT CALS, sur les aspects techniques (eau courante, chauffage, installation des sanitaires à l'intérieur...) mais aussi financiers (possibilité de subventions avec constitution d'un dossier),

- organisation de visites chez les premiers réalisateurs témoignant de leur satisfaction par rapport au confort ainsi obtenu (ex : Fernande DENET).

Autres concours de la Fédération Départementale

Santé :

En 1984, suite à la parution des textes gouvernementaux (décret du 8 mai 1981) et avec le concours de la MSA (statuts du 2 mai 1984) et volonté de Monsieur MALASSIGNE, création dans le canton du Grand Lucé d'un service d'Hospitalisation à domicile grâce à la conviction et à l'appui du Docteur JUTEAU, médecin du secteur – suivie de la création de « Services de Soins à Domicile » dans plusieurs cantons... Mise en œuvre ayant nécessité de multiples réunions auxquelles participaient les retraités des secteurs concernés. Réunions souvent « difficiles » en raison de la réticence des médecins et surtout des personnels médicaux locaux, craignant de perdre leur clientèle alors qu'il s'agissait, au contraire de les alerter afin qu'ils participent à cette mise en place. Création d'une Association Départementale spécifique avec un Président choisi par le groupe, réunions régulières, au départ, au siège de la Fédération, leur assurant une aide technique et logistique.

Contre l'isolement :

a) Souci d'instaurer des relations téléphoniques de proximité en complément des visites de voisinage.

A l'époque, la Télésécurité n'existait pas. Avec l'appui de responsables convaincus (notamment Messieurs. CLEMENT, LEBERT, MESANGE, TURBAN, BAUDOUIN, MORVAN et JOUBERT) et grâce au concours de quelques ingénieurs appartenant au mouvement (M. HERVE – M. BAUDOUIN), un prototype a été mis au point en 1979. Aucune des entreprises sarthoises sollicitées ne s'avérant intéressée, recherche dans les départements voisins : intérêt des établissements Laudren, Morbihan (56) Développement ultérieur rapide dans le département grâce à l'appui de responsables convaincus, notamment Madame VIELLE (mère de notre actuel Président). Systèmes proposés sous appellations différentes par plusieurs associations. Puis lancement par la MSA de Présence Verte. M. DESMOTS, Directeur de l'époque, aurait souhaité l'abandon de Phonevie...

Difficile dilemme en ce qui me concernait, du fait de mes responsabilités à la MSA... Mise en évidence de l'engagement des retraités dans la réalisation de Phonevie et du suivi sur le terrain et puis de l'intérêt d'avoir le choix entre deux appareils quelque peu différents :

- Phonevie basé sur la solidarité de voisinage, moins onéreux
- Présence Verte relié en permanence à l'antenne nationale, sécurité nécessaire dans certains cas (maladie, isolement total).

b) La revue départementale « Retraités au Village »

Titre inspiré en parallèle avec celui de la revue des groupements féminins « Femmes au Village » (Cahier Spécial Retraités au Village), également émanation de la MSA. Dès sa création, la Fédération en a assumé l'entière réalisation, en conservant le titre. Son intérêt était lié à la participation des cantons, des clubs, relatant réalisations, initiatives (photos à l'appui) ainsi transmises à tout le département. Dès la création avait été souhaité la désignation d'un responsable par club, chargé de cette mission (n°1 – 2^{ème} trimestre 1976).

Au delà de l'intérêt pour les adhérents, la revue largement diffusée dans le département était apparue comme un moyen d'informations concrètes vers l'extérieur soulignant la vitalité de la richesse du mouvement et l'engagement réel des retraités dans leurs communes et cantons.

c) « Le Flash actualités » - 1^{er} trimestre 1981

Destiné aux responsables de clubs a été créé plus tardivement ; Informations essentielles traitées de façon aussi concises que possible pour faciliter la tâche toujours difficile de transmission des informations émanant de la Fédération Départementale, Régionale et Nationale.

Commission créées pour cette mise en œuvre

- Commission « Formation » devenue « Formation-Développement »

Date de création : 1976.

Composition : Cette Commission a été largement ouverte aux bénévoles souhaitant mettre en place des activités...dont ils acceptaient de prendre la responsabilité.

Fonctionnement : Les réunions se font régulièrement au minimum 4 fois dans l'année.

Initiatives de cette Commission :

- mettre en place des formations pour aider les responsables à assumer leur engagement (Présidents/Secrétaires/Trésoriers).
- préparer les programmes de formations adaptées.

- Commission « Loisirs-Animation », anciennement Commission « Vacances-Animation »

Date de création : 1976

Composition : Cette Commission a été largement ouverte aux responsables d'associations d'Aînés Ruraux ayant souscrit à la volonté d'organiser des sorties, des voyages, puis des animations diverses.

Fonctionnement : Les réunions se font régulièrement.

Mise en place de sous-groupes.

Initiatives de cette Commission :

- prendre en charge les séjours au Croisic
- former des personnes sur un plan départemental afin qu'ils deviennent des animateurs locaux.
- mettre en place de nouvelles activités.

Sous-groupes existant :

- Rassemblement Départemental
- Concours Culturel
- Orchestre Départemental
- Mycologie
- Concours Départementaux

- Commission « Voyages - Randonnées »

Date de création : 2008

Fonctionnement : Deux réunions par an : la première pour déterminer les destinations des futurs voyages, la deuxième pour le choix du voyageur retenu.

Rôle de cette Commission : proposer des séjours randonnées nationaux, voir un voyage international.

- Commission « Information-Communication » autrefois Commission « Information »

A l'origine Commission « retraités au Village »

Date de création : depuis la création de la Fédération en 1976.

Composition : Commission ouverte largement aux bénévoles souhaitant transmettre l'information, participer à l'élaboration de notre revue départementale « Retraités au Village », s'adressant aux adhérents.

Fonctionnement : Les réunions se font à rythme régulier, en fonction de la parution du journal trimestriel. Environ 9 à 10 réunions dans l'année.

Initiatives de cette Commission :

- Création en 1980 du journal « Flash Actualités » afin de donner un complément d'informations aux responsables.

- Ne garder que les articles qui apportent des idées nouvelles, des anecdotes ou incitent à développer des activités nouvelles et réalisations exceptionnelles.

- Commission « Vie Locale »

Date de création : Début 1989.

Composition : Cette commission a été ouverte largement aux bénévoles souhaitant sensibiliser les Aînés à l'importance de la participation à la vie locale, car les activités doivent se poursuivre à la retraite et au-delà du club.

Fonctionnement : Les réunions ne sont pas systématiques, à rythme régulier, mais en fonction des besoins. Environ 3 dans l'année.

Initiatives de cette Commission :

- article dans « Retraités au Village » composé de témoignages, pour sensibiliser les Aînés à participer à la vie communale et faire ressortir l'importance de cette participation.

- Questionnaire pour répertorier les actions existantes (action touristique/action habitat/action commerce local).

- Mise en place des Journées « Découverte » en 1989 (Bonnétale).

Initiative de Mme DENET Fernande du canton de Mayet qui trouvait que les aînés ruraux ne se connaissaient pas assez entre eux, elle a pensé mettre en place des journées où on découvrirait les cantons voisins. M'ayant demandé mon avis sur ce sujet, je l'avais encouragé, et suivi de près. Nous avons décidé de l'introduire dans les actions à susciter. De ce fait, la première réalisation a été faite en 1989 à Bonnétale avec M. MAQUERE.

- Action par rapport au tourisme. En lien avec le CUEP, Madame FILLON, mise en place d'actions au sein du canton de PONTVALLAIN. Elaboration d'une plaquette par commune avec un itinéraire concret touristique (1996).

- Restauration de petit patrimoine local

- Action par rapport à l'entretien du patrimoine, nombreuses maisons à vendre.

Actions d'information en lien avec le CDHAR et Pact Animation auprès des propriétaires pour voir s'il ne serait pas possible, après quelques aménagements, d'en faire un logement locatif plus spécifique [exemple : le canton de Marolles les Braults (1993-2002)] en partenariat avec les élus, le CDHAR.

- Mise en place du réseau de réductions en 1987.

- Action en partenariat avec le Crédit Agricole « Racontez-nous l'histoire de votre canton » à partir de 1994 : 1^{ère} expérience La Ferté Bernard.

- Commission « Soutien à domicile »

Date de création : Début 1989

Composition : Cette commission a été ouverte largement aux bénévoles souhaitant étoffer dans leurs cantons les actions en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, et prêts à prendre des responsabilités dans ce domaine.

Fonctionnement : Les réunions ne sont pas systématiques, mais en fonction des besoins. Environ 3 dans l'année.

Initiatives de cette Commission :

- Inciter la création, dans le cadre des Associations Cantonales, de Commissions locales chargées, en un premier temps :

- de recenser les services existants,
- d'inventorier les besoins non couverts,

• de rechercher les actions à engager en conséquence, avec les partenaires locaux compétents

Concrètement :

- une commission plus ou moins étoffée, composée d'Aînés Ruraux et d'autres membres (Familles Rurales, CCAS...) existe dans une vingtaine de cantons ;
- un inventaire, sous forme de plaquettes, réalisées avec l'aide de la Fédération, a été distribué à l'ensemble des personnes âgées dans une dizaine de ces cantons ;
- des permanences régulières ont été mises en place pour recueillir les besoins, informer, orienter.

→ Apporter aide et soutien aux membres de ces Commissions cantonales par le moyen :

- des réunions auxquelles ils sont invités (environ une par an) ;
- d'un dossier « soutien à domicile » comportant les renseignements indispensables aux permanences sur les organismes, structures, services... au plan départemental, qu'ils étaient invités à compléter sur le plan local. La mise à jour en est assurée par la Fédération, jusqu'à la mise en place des CLIC.

→ Recentrer et coordonner les services contribuant au Soutien à Domicile :

- amélioration de l'habitat,
- soins infirmiers à domicile,
- télésecrétariat,
- donneurs de voix en relation avec la Bibliothèque Centrale des Prêts,
- Pac-Eureka en étroite relation avec la M.S.A
- et, à la demande de la DDISS, prise en charge du suivi social des personnes âgées hébergées en Famille d'accueil, formule très répandue en Sarthe.
- et, plus récemment, participation au Conseil d'Administration du CLIC.

Attente de la Commission Nationale :

Informations sur les démarches, contacts au plan national avec les ministères, organismes concernés – perspectives et projets.

Relations d'expériences départementales, notamment en matière de services, permanences, partenariats...

• Commission « Solidarité »

Date de création : Début 1994.

Composition : Cette Commission a été créée dans un souci de clarification par rapport aux activités de la Commission Soutien à Domicile, plus directement orientée vers les personnes âgées, souvent dépendantes.

Elle regroupe les bénévoles souhaitant participer aux actions de solidarité envers les personnes démunies, handicapées, les pays en voie de développement, les victimes de catastrophes...

Fonctionnement : les réunions ne sont pas systématiques, à rythme régulier, mais en fonction des besoins. Environ 2 dans l'année.

Rôle de cette Commission :

- Répertorier les actions engagées localement
- Proposer des orientations
- Apporter une aide logistique aux Associations Cantonales, voire aux clubs.

Initiatives de cette Commission :

- Achat d'un fauteuil pour une personne handicapée en lien avec Handi-Village. Participation des bénévoles régulièrement à Handi-Village pour le transport.
- Collaboration avec l'AFDI
- Différentes actions pour les paralysés

- 8
- 7
- Aide aux personnes sinistrées dans le Vaucluse, le Gard...
 - Financement de puits au Sahel.
 - Participation multiples : Banque Alimentaire, Telethon...
 - Relais d'information par rapport à L'ADOT (Association pour le Don d'Organes).
 - Solidarité de voisinage
 - Financement d'un chien pour personne handicapée (1996), d'un chien pour aveugle (2001), de deux chiens d'accompagnement social (2006).

• Commission « Télésécurité »

Date de création : 1979.

Composition : Responsables d'associations d'Aînés Ruraux ayant souscrit un programme d'action prioritaire n°15 (PAP 15).

Personnes ayant pris en charge localement les appareils « Phonévie ».

Fonctionnement : les réunions ne sont pas systématiques, à rythme régulier, mais en fonction des besoins. Environ une dans l'année après la création ou au sein des secteurs (4 pour le département).

Rôle de cette Commission :

- établissement d'un cahier des charges
- sollicitation des fabricants de transmetteurs
- création de Phonévie (1986)
- convention avec la DDISS (1993)
- Diffusion d'information Phonévie, plus Présence verte (1991)

Intérêt « exploité » du Programme d'Actions Prioritaires (P.A.P) n°15

Proposition gouvernementale en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, prévoyant la mise en place d'un certain nombre d'actions, dont 3 obligatoires, les autres au choix dans toute une gamme de possibilités. Chaque action retenue étant assortie d'un financement.

Multiple réunions d'information dans les cantons manifestant de l'intérêt, choix suggéré pour les actions obligatoires :

Amélioration de l'habitat, formation, information (avec intervenant spécifiques), création de journaux, ou feuillets d'information à l'intention des clubs et initiatives les plus diverses respectant l'objectif gouvernemental. Aide de la Fédération à la constitution des dossiers. 8 cantons s'y sont engagés, certains auraient encore des reliquats des subventions non utilisées intégralement (Ballon, Beaumont sur Sarthe, La Chartre sur le Loir, La Flèche, Fresnay sur Sarthe, Marolles les Braults, Pontvallain, Saint Patern).

Subventions sollicitées pour la Fédération dès l'origine

- MSA : correspondant à la location des locaux mis à disposition de la Fédération.
- Crédit Agricole : lors d'une rencontre avec Monsieur TASSIN Directeur à l'époque et le Président M. MARTINEAU, souhait exprimé, de leur part, de ne pas se contenter du versement d'une subvention pure et simple, mais de contribuer à la réalisation sur le terrain d'actions mettant en valeur les richesses du département. Proposition faite, et retenue, de contribuer à la réalisation d'expositions « Racontez nous l'histoire de votre canton » en 1994 à La Ferté Bernard,

- Conseil Général : rencontre avec le président de l'époque M. D'Aillieres, opposé au départ, convaincu que les retraités disposaient de suffisamment d'argent et que le département n'avait pas à subventionner leurs goûters ou autres manifestations festives.

Arguments opposés :

- Les adhérents paient des cotisations servant à financer ce genre d'activités, ainsi que leurs voyages (précisant que ce n'était pas le cas de toutes les associations de retraités).
- Par contre, mise en évidence de la nécessité de formation et d'information d'où l'engagement accepté par M. D'Aillieres que la subvention du Conseil Général serait utilisée essentiellement à cet usage. Importance soulignée de le préciser dans la présentation des budgets.

Présidences successives

A la création : M. DOLBEAU, Président de la MSA

Par la suite :

en 1982 : M. Louis LANGLAIS, Président de l'Association Cantonale de Loué, très engagé sur le plan social dans son canton section cantonale MSA – Familles Rurales ...) et qui a permis de souligner l'importance de la participation des Aînés Ruraux à la vie de leur commune, notamment en matière sociale.

en 1987 : M. Lucien PINEAU, administrateur MSA, accepte la Présidence de la Fédération pour un an, en fait il l'a assumée pendant 2 ans.

Aucun des membres du bureau, qui en avaient la compétence, mais aussi très engagés sur le terrain, ne voulant prendre cette responsabilité, certes exigeante, M. Pineau m'a supplié d'accepter de l'assumer.

en 1989 : Ne pouvant envisager de laisser cette Fédération sans présidence, j'ai accepté ... bien que je ne l'avais jamais envisagé, et l'ai assumée avec beaucoup d'intérêt et d'enrichissement. Le travail sur le terrain n'était pas une découverte pour moi. Une large partie de mes journées étaient consacrées à la Fédération (pas de Catherine FOULARD au début... mais bonheur de la « découvrir » et de bénéficier de son précieux concours). L'état de santé de mon mari nécessitant la présence de son épouse de façon quasi permanente, j'ai donc décidé « difficilement » d'abandonner la présidence de la Fédération dès qu'un candidat se proposerait... Considérant aussi qu'il convenait « de rajeunir les cadres ».

en 1996 : Martial DUBOIS s'est proposé... vous connaissez la suite.

C'est toujours avec autant de bonheur que je me retrouve parmi vous (bien que persuadée de ne plus y être très utile...) mais avec la grande satisfaction de voir cette organisation poursuivre l'action démarrée, et introduisant les évolutions indispensables correspondant aux souhaits des nouveaux retraités.

Marie Thérèse COSQUER,
Le 27 Octobre 2010.